



**PRÉFECTURE
DE LOIRE-ATLANTIQUE**

Direction des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement
Bureau de la Protection
de l'Environnement

Nantes, le

31 AOUT 1995

R.M./C.T. Poste 47 73

**RECEPISSE DE DECLARATION
DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

**LE PREFET DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
PREFET DE LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la Légion d'Honneur**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 34 ;

VU l'arrêté préfectoral délivré le 19 juin 1989 autorisant M. PAYRAUDEAU Georges à exercer l'activité de récupération de métaux située à GRANDCHAMP DES FONTAINES, Z.A des Tunières ;

VU la lettre de la Sté TECHNO-SERVICE en date du 20 juillet 1995 faisant savoir qu'elle succède à M. PAYRAUDEAU Georges, dans l'exploitation de l'activité de récupération des métaux sise à l'adresse précitée ;

DONNE RECEPISSE

A la Sté TECHNO-SERVICE sa déclaration faisant connaître qu'elle succède à M. PAYRAUDEAU Georges dans l'exploitation de l'activité de récupération des métaux située à GRANDCHAMP DES FONTAINES, Z.A des Tunières.

L'exploitant se conformera strictement aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation en date du 19 juin 1989.

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé "toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration".

Conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 "lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans

le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret susvisé "lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

Le Préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret susvisé.

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.

La notification doit indiquer les mesures de remise en état du site prises ou envisagées. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Conformément aux dispositions de l'article 38 du décret susvisé, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

LE PREFET

Pour le Préfet
le Chef de Bureau


Martine DELAVAL